



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique industrielle

Question au Gouvernement n° 955

Texte de la question

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. Bernard Perrut, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Bernard Perrut. Plus haut, toujours plus haut, est-ce l'objectif du Gouvernement, monsieur le Premier ministre ? Nous pourrions le partager s'il ne s'agissait pas hélas du chômage et de son record historique, de l'augmentation des impôts, des charges sociales et des dépenses publiques.

Nombre d'indicateurs économiques sont dans le rouge ; le pouvoir d'achat et la consommation diminuent ; des entreprises sont en difficulté et certaines disparaissent dans chacune de nos circonscriptions. Enregistrer 50 000 chômeurs de plus chaque mois, ce n'est pas acceptable. Trop, c'est trop.

La situation est grave, mes chers collègues, et nos concitoyens nous alertent chaque jour sur leurs difficultés. Les jeunes et les seniors sans emploi sont désespérés ; les retraités s'estiment oubliés ; la famille est attaquée et les classes moyennes, qui travaillent et ont des enfants, deviennent les mal aimés du Gouvernement. Après les allocations familiales, irez-vous, monsieur le Premier ministre, jusqu'à diminuer les aides aux personnes dépendantes, comme la presse s'en fait l'écho ?

Ces derniers jours, les perspectives se sont encore alourdies dans deux domaines : les chiffres de la délinquance ne font que monter car le laxisme et la culture de l'excuse ne favorisent pas la sécurité ; et il faut déplorer une nouvelle hausse prévisible du déficit de la Sécurité sociale.

Devant une telle faillite de votre politique économique et un avenir aussi sombre, monsieur le Premier ministre, vous qui êtes au pouvoir depuis plus d'un an et ne pouvez plus critiquer vos prédécesseurs, quand allez-vous prendre vos responsabilités et agir avec efficacité pour que nous sortions de la crise comme le font d'autres pays ?

Pour conclure, je voudrais dire à M. Sapin que si l'actuelle majorité avait voté pour notre réforme des retraites, nous n'en serions certainement pas là aujourd'hui. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, *ministre de l'économie et des finances*. Merci, monsieur le député, pour le sens de la nuance dont vous avez fait preuve en posant cette question qui n'en était pas une, en réalité, mais un simple tissu de contrevérités désagréables *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*. C'est maintenant une habitude, de ce côté de l'hémicycle, quand vous abordez cette séance. *(Mêmes mouvements.)*

Vous ne vous rendez pas compte qu'en procédant ainsi vous donnez de notre pays - je dis bien de notre pays et non pas de tel ou tel gouvernement - une image négative qui n'est pas conforme à la réalité. La France est un grand pays, la cinquième puissance économique du monde et la deuxième de l'Union européenne. C'est un pays moteur de l'Union européenne.

Ce gouvernement, conduit par Jean-Marc Ayrault, sous l'impulsion du Président de la République, s'emploie à redresser le pays *(Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.)* que vous avez laissé dans une situation qui n'était pas satisfaisante, qu'il s'agisse des déficits, du chômage ou de la dette.

Je pourrais faire une réponse aussi évasive que la question, mais je me limiterai à quelques points pour vous dire comment nous redressons ce pays. Hier, j'étais dans la région Poitou-Charentes avec Nicole Bricq. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Mme Catherine Coutelle. Très bien !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. Nous avons visité de belles entreprises qui utilisent le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, une mesure qui soutient la compétitivité française. (*Exclamations continues sur les bancs du groupe UMP.*)

Nous avons visité de belles entreprises qui bénéficient de l'extension du crédit d'impôt recherche qui permet d'innover. Nous avons visité de belles entreprises qui mettent en oeuvre les emplois d'avenir ou les contrats de génération.

Voilà la politique que nous menons. C'est une politique de redressement qui commence à porter ses fruits. Si la France se trouve dans une position compliquée dans la zone euro, l'indice de la production industrielle s'améliore et la croissance devrait repartir au prochain trimestre.

Vous devriez être à nos côtés pour redresser la France plutôt que de la dénigrer comme vous le faites. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Bernard Perrut](#)

Circonscription : Rhône (9^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 955

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 juin 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [12 juin 2013](#)